

University of Alberta

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le Canada n'a pas été aussi durement touché que d'autres nations par la crise financière mondiale. Toutefois, l'incertitude qui se poursuit en Europe, la lenteur de la relance de l'économie aux États-Unis et les signes de ralentissement dans les économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, semblent s'opposer à une croissance économique, même modeste, dans les années à venir. Pour surmonter cette difficulté, le Canada doit, tout en tenant compte du contexte de réduction budgétaire actuel, se hâter à devenir une économie axée sur l'innovation et ouverte, sans égal dans le monde. Le gouvernement du Canada a vu juste en plaçant la recherche, l'innovation et l'éducation au centre de son plan d'action pour soutenir la compétitivité de l'économie. Spécifiquement, le budget de 2012 a fait des progrès sur plusieurs fronts, notamment en augmentant les ressources destinées au capital de risques et en renouvelant le financement accordé à la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), Génome Canada et d'autres organismes voués à la science et la technologie. Afin d'assurer une croissance économique durable au Canada, l'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement investisse dans le talent à l'université, les étudiants et les études postdoctorales en améliorant le financement des trois conseils afin qu'il atteigne un niveau concurrentiel à l'échelle internationale, de façon à reconnaître pleinement les coûts indirects de la recherche engendrés par les universités. Considérant le fait que d'autres nations font des efforts considérables pour renforcer la capacité de leur enseignement postsecondaire et des secteurs de la recherche, le Canada doit faire de même, faute de quoi il risque de perdre sa capacité concurrentielle pour attirer les personnes les plus talentueuses du monde. À cet égard, l'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement soutienne les installations de recherche de classe mondiale par le truchement du FCI et en intégrant l'infrastructure du savoir au plan d'infrastructure à long terme, qui fait présentement l'objet de consultations. Parce que les installations supérieures apportent au Canada un atout commercialisable en devenant une destination de choix pour la recherche, les infrastructures de pointe sont essentielles pour attirer les personnes de talent et les partenaires internationaux. Dans cette optique, l'Université de l'Alberta recommande que le gouvernement fournisse des ressources opportunes, ciblées et souples en vue d'établir des partenariats internationaux novateurs, en créant un fonds de partenariats mondial. L'accès à des fonds, qui serviraient de catalyseurs en vue de former des partenariats de recherche novateurs, permettrait à l'Université de l'Alberta, ainsi qu'à d'autres universités à forte densité de recherche, de transférer leurs découvertes en Allemagne, en Chine et en Inde. En faisant ces investissements essentiels, le gouvernement fédéral pourra tirer parti d'une période de restructuration de l'économie mondiale, et parviendra à cimenter l'avantage du Canada en tant que chef de file en matière d'innovation.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Selon l'enquête mensuelle sur la population active réalisée par Statistique Canada, la création d'emplois au Canada diminue, après avoir atteint plusieurs résultats dépassant les prévisions, plus tôt cette année. À la lumière du taux de chômage, resté stable à 7,2 % en juin, et des difficultés vécues par les jeunes, pour qui la conjoncture du marché du travail est particulièrement difficile, on doit, pour créer des emplois, utiliser une approche multidimensionnelle. Le Canada peut se compter chanceux d'avoir une économie dynamique fondée sur les ressources, qui offre des possibilités d'emploi à des dizaines de milliers de Canadiens. Toutefois, en investissant immédiatement dans le but de créer des industries aussi dynamiques, en plus du secteur de l'exploitation des ressources pétrolières, gazières et minières, le Canada sera en mesure d'assurer à long terme la croissance de l'emploi. Même si l'avenir est loin d'être certain, il existe d'énormes possibilités de développement dans certains secteurs, comme celui de la haute technologie, des sciences biologiques, des technologies vertes et de la fabrication de pointe. Cependant, pour soutenir la croissance de ces industries, le Canada aura besoin d'un vaste bassin de diplômés dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). La future stratégie fédérale sur l'économie numérique pourrait devenir, pour le gouvernement, une plateforme, dont il se servirait pour augmenter les inscriptions dans ces domaines d'étude. En outre, le recrutement international sera sans doute un mécanisme efficace pour attirer au Canada des esprits talentueux, qui pourraient lancer des entreprises en démarrage et développer de nouveaux produits. Dans un récent rapport, le Partnership for a New American Economy, une coalition de chefs d'entreprise respectés et de maires de partout aux États-Unis, révèle que la très grande majorité des demandes de brevets provenant des plus grandes universités américaines sont déposées par des inventeurs nés à l'étranger. En recrutant et en gardant ces personnes talentueuses, les Canadiens pourront profiter des retombées économiques engendrées par ces découvertes. La stratégie du gouvernement fédéral en matière d'éducation internationale offre une avenue pour étudier ces questions. L'établissement d'une stratégie sur le développement des talents nécessaires à l'innovation en entreprise, comme le propose le groupe d'experts chargé de l'examen du soutien fédéral de la recherche-développement (le groupe d'experts présidé par Tom Jenkins). Le gouvernement pourrait également prendre des mesures pour faire le lien entre le monde universitaire et l'industrie, en augmentant l'accès à des stages en recherche et développement (R et D) industrielle. Par exemple, bien que le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) offre déjà des possibilités de stage, des investissements supplémentaires pourraient être accordés aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Les entreprises consultées par le groupe d'experts dirigé par Tom Jenkins ont réagi favorablement à ces initiatives. Elles les considèrent comme utiles pour aider les étudiants diplômés à s'adapter à leur vie professionnelle dans le secteur privé.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Il est indéniable que les changements démographiques affecteront, dans les 10 prochaines années, tous les aspects de la vie des Canadiens. Autant le niveau de revenu que la répartition des revenus, la façon dont les gens travaillent que l'état de nos finances publiques, seront touchés. Si les citoyens et les

gouvernements ne s’y préparent pas bien, les changements démographiques au Canada risquent d’avoir des conséquences graves. Comme l’a déclaré, plus tôt cette année, Jean Boivin, sous-gouverneur de la Banque du Canada, « [e]n définitive, si nous faisons abstraction de la réalité du vieillissement de la population et n’apportons aucun ajustement, la conséquence sera une diminution de notre niveau de vie. Lorsqu’une population vieillit, la proportion des travailleurs régresse par rapport à celle des non-travailleurs. Cela signifie que le gâteau grossit plus lentement que le nombre de bouches à nourrir, de sorte que la part de chacun diminue ». Les Albertains sont extrêmement conscients des répercussions des pénuries de main-d’œuvre sur l’économie. Avec l’accélération du vieillissement de la population canadienne, une aggravation et une généralisation des pénuries de main-d’œuvre sont à prévoir. Bien que cette situation mette au premier plan l’éducation de la population canadienne en âge de travailler, elle fait également ressortir l’importance d’attirer des personnes de l’étranger. Dans le rapport intitulé *Le Canada que nous souhaitons en 2020*, l’ancien greffier du Conseil privé et actuel vice-président de BMO Groupe financier, Kevin Lynch, mentionne que « [l]e vieillissement de la population entraîne une chasse mondiale effrénée aux talents ». Lynch souligne ainsi l’importance d’introduire des mesures fédérales afin d’attirer le talent à tous les niveaux – étudiants de premier cycle et détenteurs d’une bourse de perfectionnement postdoctoral, membres du corps enseignant et chercheurs. Évidemment, l’immigration doit être un élément de la stratégie du gouvernement fédéral en vue de maintenir le dynamisme de l’économie canadienne, dans le contexte du vieillissement de la population. Déjà, la croissance de la population de notre pays est presque entièrement assurée par les nouveaux arrivants. Posant un regard prospectif, le *Globe and Mail* soutient, dans une série d’articles, que le Canada pourrait, en quatre ans, doubler ses quotas d’immigrants économiques, pour les amener à 400 000 personnes chaque année. Finalement, ces changements démographiques imminents exerceront une pression sans précédent sur les systèmes de soins de santé. Même si les soins de santé sont du ressort des provinces, des investissements fédéraux pour stimuler l’innovation dans la recherche en santé joueront un rôle essentiel dans la modernisation de notre système de santé au XXI^e siècle.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l’emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Dans un article d’opinion publié récemment dans le *Financial Post*, Craig Alexander, économiste principal au Groupe Banque TD, mentionne que, au cours de la dernière décennie, la productivité générale du Canada a augmenté de 1 % par année. Selon lui, il s’agit de l’un des taux les plus bas pour un pays industrialisé. Le Canada se classe tout juste entre l’Italie et l’Espagne – une position peu enviable. Les bénéfices découlant de l’amélioration de la productivité ont été quantifiés par le Conference Board du Canada, et présentés dans un rapport publié l’année dernière. Le Conference Board estime que, si le Canada avait suivi la même croissance de productivité que les États-Unis au cours des 20 dernières années, les bénéfices des entreprises auraient été de 40 % plus élevés en 2008. Les revenus disponibles par personne auraient été de 7 500 \$ plus élevés la même année – cela aurait donné au gouvernement fédéral 25 milliards de dollars de plus en recettes fiscales. Le gouvernement fédéral a mis beaucoup d’efforts pour faire face aux défis relatifs à l’innovation et à la productivité au Canada, le plus récent étant la création d’un groupe d’experts chargé de l’examen du soutien fédéral de la R et D. Ce groupe d’experts avait comme mandat d’explorer différentes stratégies, dans le but d’encourager davantage la R et D dans les entreprises. Le rapport du groupe d’experts présente plusieurs recommandations intéressantes, parmi lesquelles l’intégration du volet de l’innovation en affaires dans les marchés publics et l’augmentation de l’offre de capital de risque pour les innovateurs canadiens. Pendant que le gouvernement met en œuvre les recommandations du groupe d’experts et y

réagit pour stimuler l'investissement du secteur privé en R et D, il est important – il faut en convenir – que cet aspect ne se substitue pas au problème global de la productivité au Canada. Plus précisément, les ressources qui se focalisent sur la commercialisation ou l'industrie doivent être jumelées à un engagement financier solide et permanent à l'égard de la recherche fondamentale axée sur la découverte, laquelle sert de canal pour les futures applications commerciales. Le groupe d'experts a d'ailleurs reconnu ce point, qu'il évoque dans son rapport. Une autre lacune cernée par le groupe d'experts concerne les collaborations à grande échelle entre le gouvernement, l'industrie et les universités. Même si, pour corriger cette lacune, le rapport Jenkins recommande la restructuration du Conseil national de recherche, quelque chose comme le fonds de partenariats mondial serait plus approprié, comme nous le mentionnons ci-dessus.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Il faut, certes, éviter de comparer des pommes avec des oranges lorsque vient le temps de mesurer l'ampleur des difficultés auxquelles font face des groupes de personnes ou des collectivités très différents. Toutefois, il est possible de faire certaines observations générales. Nous savons que, au Canada, comme dans d'autres pays de l'OCDE, le chômage chez les jeunes est, depuis longtemps, très élevé. Selon la dernière Enquête sur la population active réalisée par Statistique Canada, dont il est question plus haut (enquête de juin 2012), l'emploi des jeunes est de 4,2 % inférieur à ce qu'il était l'année précédente, avec un taux comparable à celui qui prévalait au plus fort du ralentissement économique de 2009. Ces chiffres sont très préoccupants, car ils sont les premiers indicateurs du marché des emplois d'été, lequel est, pour les étudiants, le meilleur moyen de compléter les prêts et bourses qu'ils reçoivent, de façon à financer leurs études à même leurs revenus. Nous savons également que les jeunes, tout comme les nouveaux arrivants au Canada, sont souvent parmi les premières personnes à perdre leur emploi lorsqu'il y a des réductions de postes, en raison de leur peu d'ancienneté. Les points ci-dessus concernent le problème plus vaste des travailleurs sous-représentés, qui rejoint d'autres questions abordées dans le présent processus de consultation (comme celle portant sur le changement démographique). L'augmentation de la participation des groupes sous-représentés – comme les jeunes, les personnes âgées, les immigrants et les travailleurs appartenant à une minorité visible, les Autochtones et les personnes handicapées – accroîtra les possibilités d'emploi au Canada tout en atténuant quelque peu les pressions à long terme sur les marchés du travail. Toutefois, le chemin qui conduit au marché du travail passe par des établissements postsecondaires de qualité au Canada. Il est dans l'intérêt du gouvernement, des entreprises et des établissements universitaires de travailler ensemble afin de s'assurer que les groupes sous-représentés ont des possibilités d'accès à l'enseignement et des possibilités de formation avant d'entrer sur le marché du travail.